

**Convention collective**

IDCC : 8216. – **EXPLOITATIONS VITICOLES**  
**(CHAMPAGNE DÉLIMITÉE)**  
**(2 juillet 1969)**

(Etendue par arrêté du 25 février 1972,  
*Journal officiel* du 19 mars 1972)

AVENANT N° 166 DU 27 JANVIER 2009  
PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 16, 53 ET 60

NOR : *AGRS0997145M*  
IDCC : 8216

Entre :

Le syndicat général des vignerons de la Champagne, déléguant ses pouvoirs en la circonstance à son groupement d'employeurs,

D'une part, et

Les syndicats de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube CGT-FO ;

La fédération générale agroalimentaire de la Marne, de l'Aisne et de l'Aube CFDT ;

La fédération régionale agroalimentaire Champagne-Ardenne CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 16 « Période d'essai » est modifié de la manière suivante :

En préambule, l'alinéa suivant est ajouté :

« La période d'essai vise à permettre à l'employeur d'évaluer les compétences du salarié dans son travail, notamment au regard de son expérience, et au salarié d'apprécier si les fonctions lui conviennent.

Un chapitre intitulé « A. – Durée de la période d'essai » est ajouté à la suite de cet alinéa.

Au a) Contrat de travail à durée indéterminée, les termes « 1 mois pour les salariés classés au niveau A » sont remplacés par « 2 mois pour les salariés classés au niveau A ».

Au b) Contrat de travail à durée déterminée, les termes « l'article L. 122-3-33 du code du travail » sont remplacés par « l'article L. 1242-10 du code du travail ».

L'article 16 est ensuite complété par les dispositions suivantes :

« B. – Rupture de la période d'essai du CDI et du CDD de plus de 7 jours

Au cours de la période d'essai, la séparation peut se faire sans exposé des motifs ni indemnités, mais sous respect d'un délai de prévenance.

PRÉSENCE DU SALARIÉ dans l'entreprise	DÉLAI DE PRÉVENANCE À RESPECTER PAR :	
	Employeur	Salarié
Moins de 8 jours (1)	24 heures	24 heures
De 8 jours à un mois (1)	48 heures	48 heures
Après 1 mois	2 semaines	48 heures
Après 3 mois	1 mois	48 heures
(1) Jours calendaires.		

## Article 2

L'article 53 « Indemnité de licenciement » est remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de rupture à l'initiative du salarié, celui-ci ne peut revendiquer aucune indemnité sauf en cas de rupture conventionnelle.

Quand la résiliation du contrat est le fait de l'employeur et en l'absence de faute grave de la part de l'ouvrier congédié, le salarié qui compte 1 an d'ancienneté ininterrompue dans la même exploitation a droit à une indemnité de licenciement égale à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté, majoré de 2/15 par année au-delà de 10 ans d'ancienneté.

Le salaire à prendre en considération pour le calcul de l'ancienneté est le 12<sup>e</sup> de la rémunération des 12 derniers mois précédant le licenciement ou, selon la formule la plus avantageuse pour l'intéressé, 1/3 des 3 derniers mois, étant entendu que, dans ce cas, toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel qui aurait été versée au salarié pendant cette période ne serait pris en compte que *pro rata temporis*. »

## Article 3

L'article 60 « Solde de tout compte » est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'employeur établit et remet au salarié un reçu pour solde de tout compte faisant l'inventaire de toutes les sommes versées lors de la rupture du contrat de travail.

Le reçu pour solde de tout compte, établi en deux exemplaires, peut être dénoncé par le salarié, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les 6 mois qui suivent sa signature, délai au-delà duquel il devient libératoire pour les sommes qui y sont mentionnées. »

#### **Article 4**

Les dispositions modifiant les trois articles précités prendront effet au 1<sup>er</sup> février 2009.

#### **Article 5**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, à l'article 64 « Garantie incapacité de travail, invalidité décès », au paragraphe *a)* Garantie incapacité de travail, à la fin du 1<sup>er</sup> alinéa, les termes « au 1<sup>er</sup> novembre » sont supprimés.

#### **Article 6**

Le présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Marne.

#### **Article 7**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 27 janvier 2009.

(Suivent les signatures.)